



Les redevances de l'olive à Afrin: "Il n'existe aucune loi protégeant les agriculteurs; ce qui prévaut, c'est la loi de la jungle"

Syrians for Truth and Justice" réaffirme le droit des victimes à réclamer des" réparations équitables pour les préjudices matériels et moraux qui leur ont été causés par les factions armées, que ce soit par le biais de la justice civile ou à travers les mécanismes de justice transitionnelle, notamment pour les affaires d'appropriation des terres, de vol de récoltes, de torture, de menaces .de viol ou d'assassinat



Les redevances de l'olive à Afrin: "Il n'existe aucune loi protégeant les agriculteurs; ce qui prévaut, c'est la loi de la jungle"

"Syrians for Truth and Justice" réaffirme le droit des victimes à réclamer des réparations équitables pour les préjudices matériels et moraux qui leur ont été causés par les factions armées, que ce soit par le biais de la justice civile ou à travers les mécanismes de justice transitionnelle, notamment pour les affaires d'appropriation des terres, de vol de récoltes, de torture, de menaces de viol ou d'assassinat.

Résumé exécutif

Dans ce rapport détaillé, "Syrians for Truth and Justice" (Syrians) révèle plusieurs aspects d'une politique de pillage et d'extorsion systématique et à grande échelle, concrétisée par les diverses redevances imposées aux habitants de la région d'Afrin, à majorité kurde, en se concentrant sur celles imposées aux oléiculteurs par les factions de "l'Armée nationale syrienne" depuis l'opération militaire "Rameau d'olivier" de 2018.

Le rapport s'appuie sur 39 témoignages détaillés et approfondis, provenant de témoins, d'agriculteurs et/ou de propriétaires de terres agricoles, ainsi que de propriétaires d'unités de pressage d'huile d'olive, tous Kurdes. Ils y décrivent les difficultés auxquelles ils ont été confrontés face aux redevances exorbitantes imposées sur leurs seules sources de subsistance. Ces redevances ont été imposées essentiellement par les groupes suivants: "Sultan Suleiman Shah / Al-Amshat", "Al-Hamza / Al-Hamzat", "Sultan Murad", "Al-Muntasir Billah", "Al-Mu'tasim Billah", "La 9e Division", "Faylaq al-Sham" et "Le groupe 51" affilié au "Front al-Chamiah", parmi d'autres factions. Les redevances ainsi perçues ont généré pour ces dernières des millions de dollars, tandis que les agriculteurs parvenaient à peine à survivre financièrement d'une saison à l'autre.

Les montants imposés aux agriculteurs variaient en fonction de la faction dominante, et parfois même d'un village à l'autre. Les appellations des redevances différaient également, mais elles englobaient tous les aspects de la production oléicole: redevances sur les arbres fruitiers et non fruitiers, sur leur "protection", sur la récolte, puis sur le pressage des olives, la production d'huile et son commerce. Les factions percevaient ces redevances soit en espèces, soit en nature sous forme d'une part de la récolte ou de l'huile, par l'intermédiaire de leurs bureaux économiques et sécuritaires. Dans certains cas, des *mukhtars* (chefs de villages), connaissant à l'avance le nombre d'arbres appartenant à chaque agriculteur, les assistaient. Par ailleurs, des membres de factions imposaient parfois des redevances à leur propre profit.

Les vergers d'oliviers soumis à ces redevances incluaient ceux dont les propriétaires résidaient encore dans leurs villages, ainsi que ceux déplacés de force vers d'autres villages d'Afrin, d'autres régions syriennes ou à l'étranger, et qui avaient confié l'entretien des terres et la récolte à des proches ou connaissances. Les redevances variaient selon le lieu de résidence du propriétaire et selon la faction dominante, et nombreuses de ces terres étaient exposées à l'appropriation sous divers prétextes. De nombreux agriculteurs ont subi des pressions pour les contraindre à payer, et en cas de refus, plusieurs ont été battus, arrêtés, leurs biens confisqués, ou leurs oliviers coupés, dans un contexte d'absence quasi totale de mécanismes de plainte officiels ou informels, et d'échec de ceux existants, en raison de l'impunité généralisée.

Ce rapport intervient moins d'un an après la chute du régime d'Assad, le 8 décembre 2024, apportant un avertissement précoce sur la nécessité de protéger les droits des agriculteurs et leurs moyens de subsistance, et de les préserver du pillage pour l'année en cours (2025), de la part des factions de "l'Armée nationale", qui conservent une autorité de fait dans de nombreuses zones d'Afrin, malgré l'annonce de leur dissolution et de leur intégration nominale au sein du ministère de la Défense du nouveau gouvernement syrien, auquel incombe la responsabilité de cette protection. Il convient de souligner que, malgré les changements institutionnels concernant les factions impliquées, le rapport utilisera le terme "Armée nationale" pour désigner leurs affiliations politiques et militaires durant la période couverte, au cours de laquelle les violations documentées ont eu lieu.

Ce résumé en français est basé sur le document original préparé par l'organisation "Syrians for Truth and Justice".

Pour consulter l'intégralité du rapport ainsi que les faits et témoignages qu'il contient, veuillez consulter les liens suivants:

[En anglais](#)

[En arabe](#)

À propos de l'organisation

"Syrians for Truth and Justice" est une organisation de défense des droits de l'homme, non gouvernementale, indépendante, impartiale et à but non lucratif. L'idée de sa création est née chez l'un de ses fondateurs, motivé par son désir de contribuer à la construction de l'avenir de son pays d'origine, la Syrie, lors de sa participation au programme de bourses pour des pionniers de la démocratie (the Leadership Development Fellowship LDF), conçu par l'Initiative de partenariat américano-moyen-oriental (State's U.S.-Middle East Partnership Initiative MEPI) aux États-Unis en 2015.

Le projet a commencé par la publication d'histoires de Syriens ayant été victimes de arrestation arbitraire, de disparition forcée et de torture, et s'est ensuite développé pour devenir une organisation solide de défense des droits de l'homme, enregistrée au Moyen-Orient et dans l'Union Européenne. Elle s'engage à révéler toutes les violations des droits de l'homme à travers toute la géographie syrienne et par toutes les acteurs au conflit.

Partant de la conviction de "Syrians" que la diversité et la pluralité qui caractérisent la Syrie sont une bénédiction pour le pays, notre équipe de chercheurs et de bénévoles travaille avec dévouement pour surveiller, révéler et documenter les violations des droits de l'homme commises en Syrie principalement depuis 2011, quelle que soit l'entité responsable de ces violations ou le groupe qui en a été victime.

